

Démocratie et croissance : le cas de Madagascar 1972-2003.

Michaël Goujon

Email : michael.goujon@univ-reunion.fr

Version provisoire : avril 2007

Résumé : Cet article explore les liens entre le niveau de démocratie, les crises politiques, et les performances économiques de Madagascar depuis les années 1970. Nous avançons ici que, compte tenu des caractéristiques du pays, la surévaluation du taux de change pourrait être considérée comme un canal de transmission entre un manque de démocratie et de faibles performances économiques. Avec une analyse de la cointégration entre les variables, nous trouvons effectivement que le niveau de démocratie, mesuré par un indice des libertés de la *Freedom House*, est un des facteurs à long terme de l'évolution du taux de change réel. Le manque de démocratie en 1972-1987 pourrait alors expliquer la forte surévaluation du taux de change réel de cette époque. En revanche, les crises politiques, qui n'apparaissent pas directement liées au manque de démocratie, n'ont pas d'influence sur le taux de change réel. C'est pourquoi, en fin de compte, nous trouvons que la croissance du PIB par tête a été à la fois affectée par les crises politiques et la surévaluation du taux de change réel.

1 - Introduction

Les facteurs institutionnels sont de plus en plus présentés comme des facteurs fondamentaux des performances économiques des pays (Rodrik, 1999, Acemoglu et al, 2001, 2003), même si d'autres comme la géographie ou le climat restent avancés par certains (Sachs, 2003). Les politiques économiques tiennent maintenant au mieux la place de variables intermédiaires, ou de « canaux de transmission », mais des travaux empiriques rejettent même ce rôle (par exemple Easterly et Levine, 2002). Les « institutions » ou la « gouvernance » sont cependant des concepts très larges mêlant des éléments hétérogènes, incluant même parfois des politiques économiques, ce qui ne permet pas véritablement d'éclairer la question des canaux de transmission.

Parmi les éléments institutionnels, la démocratie tient historiquement une place particulière mais peut-être encore plus que pour les autres éléments, le lien, et les canaux de transmission, entre la démocratie et performances économiques restent débattus. Il est probable que le manque de résultats clairs à cet égard provient en partie du fait que la plupart des travaux

empiriques sur la question sont des études transversales qui recherchent un modèle commun à tous les pays et à toutes les périodes, alors que l'on pourrait considérer au contraire que la contrainte institutionnelle ne lie pas la croissance de façon continue dans tous les pays. L'étude d'un pays permet au contraire d'analyser convenablement l'importance des institutions et de la démocratie pour la croissance, au moins pour un pays où cette hypothèse apparaît a priori primordiale, compte tenu des caractéristiques de ce pays, et d'explicitier les canaux de transmissions propres au contexte de ce pays¹.

Madagascar est pour la question un cas intéressant. Premièrement, malgré des conditions plutôt favorables à l'indépendance, les performances économiques ont été très instables résultant en un PNB par tête plus faible en 2000 par rapport à 1960. Différents régimes politiques s'étant succédés depuis l'indépendance, la question se pose s'il existe un lien entre le niveau de la démocratie et ces performances. Deuxièmement, tout comme de nombreux pays africains, les performances économiques de Madagascar semblent avoir été détériorées par une probable surévaluation du taux de change. Cependant, dans le cas de Madagascar, cette surévaluation n'a pu résulter d'un choc exogène (problème de « syndrome hollandais ») ou d'un arrangement monétaire régional rigide. La question est alors de savoir si cette surévaluation a été la conséquence de politiques économiques distorsives appliquées par un pouvoir non-démocratique : la surévaluation du taux de change se présenterait alors comme un canal de transmission entre le niveau de démocratie et les performances. Enfin, troisièmement, les crises politiques qui secouent sporadiquement l'Afrique Subsaharienne sont souvent mises en avant pour expliquer les mauvaises performances dans cette région. Là encore, Madagascar est intéressant car le pays a effectivement connu une certaine instabilité politique, mais probablement insuffisante pour expliquer entièrement les performances économiques.

La section 2 est une revue de la littérature, empirique particulièrement, sur les liens entre les institutions, la démocratie, l'instabilité politique et la croissance. La section 3 présente le cas de Madagascar et l'argument selon lequel le niveau de démocratie a affecté l'évolution du taux de change réel et les performances. La section 4 présente une tentative de test économétrique de cet argument sur des données annuelles couvrant la période 1972-2003 et la section 5 les conclusions.

¹ Bien sûr, les conclusions et recommandations qui résultent d'une telle approche sont moins ambitieuses que celles qui résulteraient d'une étude transversale. On ne peut également bénéficier ici de l'intérêt « technique » des grands échantillons statistiques des études transversales.

2 - Facteurs politiques et croissance : une revue de la littérature empirique

2.1 – Institutions, croissance et surévaluation du taux de change

Le lien entre la gouvernance ou les institutions et les performances économiques fait l'objet d'un intérêt récent dans la littérature. De nombreux indicateurs de gouvernance ou d'institutions ont été développés, agrégeant différentes mesures de liberté et de stabilité politiques, de qualité de la législation, de libertés économiques et de qualité des politiques économiques dans les pays. Des études montrent que ces indicateurs peuvent être un déterminant significatif des différences de performances économiques entre les pays dans des études transversales (Kaufmann et al., 2005). Cependant, compte tenu du nombre d'éléments que ces indicateurs agrègent, il ne semble finalement pas étonnant de trouver leur influence sur la croissance. De plus, l'utilisation de ces indicateurs agrégés ne permet pas de traiter des liens de causalité qu'il pourrait exister entre leurs composants². Quand le champ institutionnel étudié est plus restreint, l'étude des canaux de transmission, dont ceux des politiques économiques, devient possible. Par exemple, Rodrik (1999) a avancé que de mauvaises institutions, mesurées par des indicateurs particuliers, expliquaient l'application de politiques économiques distorsives (signalées par l'inflation et la surévaluation du taux de change) qui détérioraient significativement les performances économiques³. Acemoglu et al. (2001, 2003) trouvent qu'une trop faible contrainte sur le chef de l'exécutif expliqueraient de mauvaises performances économiques car elle serait une source d'instabilité (« faillites de l'Etat », coups d'Etat et révolutions) et, secondairement, de mauvaises politiques économiques (signalées notamment par la surévaluation du taux de change).

Parmi les éléments constitutifs de la gouvernance ou des institutions, la démocratie tient une place bien sûr particulière. En effet, si la démocratie est désirable car elle satisfait le besoin fondamental de liberté des individus, la significativité et même le signe de son impact sur les performances économiques restent ambigus (contrairement à ce qui peut être trouvé pour les libertés économiques par exemple). Ainsi, Barro (1996) trouve que la relation entre la démocratie et la croissance économique est non-linéaire : la démocratisation améliorerait les performances à des niveaux faibles de démocratie (en contraignant le dictateur engagé dans des activités anti-économiques) mais détériorerait les performances à des niveaux plus élevés de démocratie (du fait de la mise en place de politiques de redistribution du revenu par

² Il apparaît par conséquent difficile d'établir ensuite des recommandations en termes de réformes : Doit-on chercher à améliorer l'ensemble des champs de la gouvernance (est-ce d'ailleurs possible ?) ou y-a-t-il un élément à privilégier ?

³ Rodrik (1999) présente plusieurs indicateurs de la qualité des institutions (gouvernementales, judiciaires et bureaucratiques, y compris une mesure de la démocratie).

exemple). Mohtadi et Roe (2003) discutent également la possibilité d'une relation non-linéaire entre la démocratie et la croissance. Tavares et Wacziarg (2001) trouvent un effet (linéaire) modérément négatif de la démocratie sur la croissance économique. Savvides (1995) en revanche, se concentrant sur les pays d'Afrique Subsaharienne, trouve un effet positif de la démocratie. Vega-Gordillo et Alvarez-Arce (2003) montrent que si la démocratie et la liberté économique se renforcent mutuellement (la démocratie conforterait la protection des droits de propriétés), la croissance est causée de manière plus robuste par la liberté économique. Fidrmuc (2003) trouve que la démocratisation a eu un effet positif sur la croissance dans les pays en transition, mais seulement en renforçant l'effet positif de la libéralisation économique. Collier (1999) et Bluedorn (2001) indiquent que la démocratie permet d'annuler les effets néfastes des divisions ethniques sur la croissance. Enfin, la relation ne pourrait être en fait qu'artificielle, les deux variables pouvant être causée indépendamment par une troisième variable explicative, l'éducation par exemple (voir entre autres Glaeser et al., 2004, à ce sujet).

Les canaux de transmission entre la démocratie et les performances économique sont encore plus discutés. Tavares et Wacziarg (2001) testent la significativité des principaux canaux de transmission attendus entre la démocratie et la croissance. Ils montrent que la démocratie affecte positivement la croissance à travers principalement l'accumulation de capital humain et négativement en diminuant l'accumulation de capital physique. Ces auteurs ne trouvent pas d'effets des politiques économiques et notamment de la surévaluation du taux de change. D'autres auteurs en revanche indiquent qu'en démocratie, il y a moins de chance pour que la recherche de rente ou que de mauvaises politiques économiques soient adoptées du fait des contraintes qui s'imposent sur les dirigeants (voir par exemple Mohtadi et Roe, 2003, et Shanker et al., 2004). L'idée n'est pas nouvelle puisque Bates (1981) indiquait que la recherche de rente poussait les dirigeants de nombreux pays africains à appliquer des politiques distorsives, dont la surévaluation du taux de change.

La relation entre la surévaluation du taux de change et les performances économiques est par contre bien établie sur le plan empirique, notamment pour les pays africains (voir Cottani et al, 1990, Ghura et Grennes, 1993, Razin et Collins, 1997 et Sekkat et Varoudakis, 2000). Cependant, ces auteurs étudient plutôt la surévaluation comme le résultat d'un choc exogène (« syndrome hollandais ») ou d'un arrangement monétaire régional trop rigide, notamment dans la cas de la Zone Franc CFA. C'est probablement la raison pour laquelle la surévaluation du taux de change ne se révèle pas être un canal de transmission significatif entre la démocratie et les performances dans certaines études transversales sur des groupes de pays.

2.2 – Instabilité politique et croissance

A la différence de la démocratie, l'instabilité socio-politique semble avoir en revanche un impact moins ambigu sur la croissance, car a priori plus direct. La difficulté provient plutôt de la définition du concept d'instabilité politique puisqu'il rassemble en fait des événements relativement différents, en violence et en champ : instabilité gouvernementale, grèves, manifestations, émeutes, assassinats politiques, coups d'état (réussis ou non), guerres civiles... Si certaines de ces crises socio-politiques peuvent avoir un impact direct sur l'activité économique en interrompant la production ou le commerce, d'autres n'auraient qu'un impact indirect en freinant l'investissement du fait de l'incertitude qu'elles engendrent. Par conséquent, l'impact économique de l'instabilité politique n'est pas défini *a priori* puisqu'il est fonction des caractéristiques des crises : acteurs, profondeur (ou durée) et champ (géographique ou sectoriel). Par exemple, si l'instabilité politique est limitée aux sphères dirigeantes (coup d'état, assassinat politiques), elle peut n'avoir que peu d'effet direct sur l'activité économique, au contraire des crises impliquant la population (grèves, émeutes, guerre).⁴ Enfin, si les crises politiques sont une source importante de l'instabilité économique dans les pays en développement, la causalité pourrait n'être ni systématique ni unidirectionnelle. Alesina et al (1996) définissent l'instabilité politique comme la propension aux changements de gouvernements (constitutionnels ou non) et considèrent la possibilité d'une causalité bidirectionnelle entre l'instabilité politique et la croissance. Les résultats de leurs tests montrent que les coups d'état et les changements de régimes idéologiques détériorent significativement la croissance (alors que ce n'est pas le cas pour les changements démocratiques de gouvernements). En revanche, une faible croissance ne semble avoir que peu d'effet sur l'instabilité économique (à l'exception peut être sur l'occurrence des coups d'état). Fosu (2001) trouve empiriquement une relation négative entre l'instabilité politique (coups d'état réussis ou non, complots) et la croissance économique en Afrique Subsaharienne⁵. En revanche, Campos et Nugent (2002) ne trouvent pas de lien solide entre

⁴ L'impact sera également différent si la crise touche brutalement l'ensemble des secteurs économiques ou seulement certains. Par exemple, une crise brutale et étendue, telle une guerre touchant l'ensemble du territoire, peut bloquer rapidement l'ensemble des activités économiques. Dans le cas d'une crise partielle, circonscrite à la capitale par exemple, seules les activités situées géographiquement en milieu urbain (secteur manufacturier, services) seront touchées. Elle peut également avoir pour effet principal de bloquer les principales voies de communication et ainsi contraindre ou empêcher le mouvement de marchandises entre les centres urbains et l'extérieur. Dans ce cas, le premier effet d'une telle crise serait « d'isoler » le pays (la crise politique, si elle est accompagnée par une crise de balance des paiements, peut également mener à une hausse des barrières au commerce).

⁵ Chen et Feng (1996) développent un modèle décrivant comment l'instabilité et la violence politique détériorent l'accumulation du capital et la croissance. Ils montrent que l'instabilité politique (la probabilité de changements

leur mesure d'instabilité politique (assassinats politiques, révolutions et coup d'état réussis) et la croissance : la relation n'est pas significative quand les pays d'Afrique Subsaharienne sont exclus de l'analyse ou quand un troisième facteur, représentant la qualité des institutions (indépendance du pouvoir législatif vis-à-vis de l'exécutif) est inclus. Dans les travaux d'Acemoglu et al (2003), l'instabilité politique se présente également comme une variable intermédiaire entre de faibles institutions et les performances économiques. La possibilité qu'une troisième variable soit la cause à la fois de l'instabilité socio-politique et d'une faible croissance pourrait faire douter du lien de causalité tiré d'une corrélation statistique entre ces deux dernières variables. Les inégalités de revenus sont certainement une des variables candidates (voir par exemple Thorbecke et Charumilind, 2002) mais dans l'ensemble cependant, les auteurs trouvent que l'instabilité socio-politique reste un canal significatif entre les inégalités et la croissance (voir également Barro et Lee, 1993, Alesina et Perotti, 1996, Perotti, 1996, Gupta et al, 1998).

2.3 – *Etude transversale ou approche par pays*

En résumé, la causalité entre la démocratie, l'instabilité politique et les performances économiques n'est pas mise clairement à jour dans les études empiriques citées en référence. Cependant, celles-ci ont pour but d'expliquer les différences de performances entre pays, plutôt à long-terme, et utilisent par conséquent des données transversales ou de panel à faible fréquence temporelle (typiquement des moyennes sur 20 à 30 ans, au mieux 5 ans). Or, l'hypothèse d'un modèle commun pour tous les pays à toutes les périodes est critiquable, car la contrainte institutionnelle pourrait ne pas lier la croissance de façon continue pour tous les pays (voir notamment Rodrik 2004)⁶. L'approche par pays permettrait en revanche d'étudier précisément une hypothèse institutionnelle, au moins pour un pays où elle apparaît primordiale, compte tenu des caractéristiques de ce pays.

D'autre part, en utilisant des moyennes sur des périodes couvrant plusieurs années, les études transversales ne permettent pas l'étude de l'impact de l'instabilité politique sur les performances dans le court-terme. Un impact non-significatif à long-terme pourrait simplement résulter de l'existence d'un processus de rattrapage à long-terme dans la plupart des pays. De plus, l'impact économique de l'instabilité politique est fonction des caractéristiques des crises, propres à chaque pays. Le projet « Explaining African Economic

de régime, des assassinats politiques) influence négativement la croissance, directement et indirectement par l'investissement.

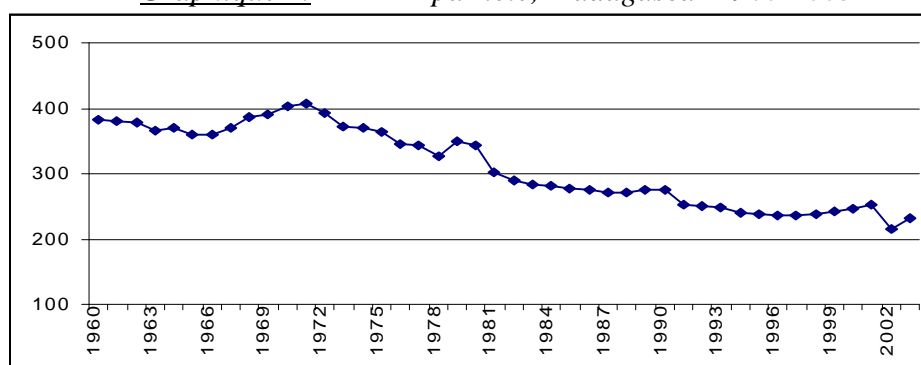
⁶ Le facteur démocratique n'est bien sûr pas déterminant dans toutes les expériences, puisque des pays, mal notés sur cet élément présente de bonnes performances (Chili des années 1970, Chine et Vietnam de nos jours).

Growth » des Universités d'Harvard et d'Oxford et de l'African Economic Research Consortium repose sur des études par pays (n'incluant pas Madagascar). Cependant, ces études-pays, même si elles mettent l'accent sur les facteurs politiques, restent descriptives, et les tests empiriques de l'impact de ces facteurs sont menés sur les données transversales du groupe de pays (Voir Fosu et O'Connell, 2005). Ici, nous testons l'impact des facteurs politiques sur les performances, en fréquence annuelle, pour un pays où ces facteurs paraissent a priori importants, compte tenu des caractéristiques de ce pays⁷.

3 - Le cas de Madagascar

Madagascar est un cas intéressant pour le sujet. Ce pays a connu de très mauvaises performances pendant certaines périodes depuis son indépendance, résultant en un niveau de PIB par tête inférieur en 2003 par rapport à 1960 (graphique 1). Par conséquent, la question des facteurs explicatifs de ces performances est posée. Ensuite, le niveau de la démocratie a varié depuis l'indépendance du pays et il est probable que ce pays a connu une surévaluation du taux de change à certaines périodes. Nous montrons dans la suite qu'il peut exister un lien entre ces deux faits, compte tenu des caractéristiques du pays. Des crises politiques ont également secoué sporadiquement le pays mais ne peuvent expliquer à elles seules les performances économiques.

Graphique 1. PIB par tête, Madagascar 1960-2003



Notes : en dollar constant de 1995. Source : Banque Mondiale, Indicateurs de Développement dans le Monde.

3.1 Une présentation

Madagascar est une grande île (de la taille de la France) caractérisée par une grande diversité

⁷ Nous n'avons pas trouvé d'étude-pays existante présentant de tels tests empiriques de la relation entre démocratie, instabilité politique, politique économique et performances (de telles études existent cependant pour le lien entre politiques économiques et performances).

géographique et climatique⁸. Une vaste région montagneuse au centre (les hauts-plateaux), où se situe la capitale Antananarivo, rend les communications difficiles. La population, environ 17 millions d'habitants à l'heure actuelle, est inégalement répartie sur le territoire. On distingue généralement 18 ethnies mais la différenciation la plus importante est faite entre l'ethnie Merina (historiquement dominante installée dans la région centrale) et les autres, rassemblées sous le terme de « côtiers ».⁹

La mise en place d'un Etat « moderne » date du début du 19^{ème} siècle : De la région des hauts-plateaux, les rois Merina conquièrent certaines des autres régions et installent un système administratif et légal unifié.¹⁰ La société Merina traditionnelle est divisée en castes (nobles, roturiers et esclaves) où la noblesse détient le pouvoir politico-économique. Dans l'ensemble, le régime est relativement faible, car miné par des conflits au sein de l'élite dirigeante bientôt entretenus par l'intervention des puissances étrangères, la France et le Royaume-Uni. Après un accord franco-britannique accordant l'Ile à la France en 1890, et une guerre brève perdue par l'Empire Merina, Madagascar devient une colonie française en 1895.

Dans un premier temps, la colonisation bouleverse l'organisation sociale : la monarchie et l'esclavage sont abolis¹¹, et les terres sont partiellement redistribuées. Cependant, les investissements dans l'infrastructure et l'éducation se limitent à la région de la capitale, là où se situe également l'administration centrale. Les Merina bénéficient alors logiquement de ces investissements et deviennent également sur-représentés dans l'administration française¹². En revanche, les colons français contrôlent les banques, le commerce international, les cultures de rentes et les mines¹³. Les anciens esclaves, devenus de petits propriétaires ou ouvriers agricoles demeurent dans une situation de dépendance à l'égard de la sphère commerciale, et sont soumis à diverses taxes et au travail obligatoire sur les grands travaux d'infrastructure.

⁸ Elle ne souffre pas de sécheresse mais des cyclones traversent l'île régulièrement. Bien que très variés, les sols sont relativement pauvres dans environ les deux tiers de l'Ile.

⁹ Les ethnies se différencient notamment par leur structure sociale, mais dans l'ensemble, la différenciation culturelle n'apparaît pas forte (Pryor, 1990) : pratiquement tous les malgaches parlent la même langue et partagent certaines pratiques culturelles (culte des ancêtres...), et les mariages interethniques ne sont pas rares. L'ethnie Merina, d'origine indonésienne, est installée sur les hauts-plateaux et la capitale, et compose environ un quart de la population, tandis que les « côtiers », le reste de la population, d'origine noire-africaine, habitent pour certains les hauts plateaux et les autres régions.

¹⁰ Le système repose localement sur les *fokonolona* (les conseils traditionnels villageois). Si la monarchie s'est appuyée sur les *fokonolona* pour contrôler la population, là où son contrôle est imparfait, ces institutions sont demeurées un instrument d'autonomie locale

¹¹ Soit une libération de 500 000 esclaves, un quart de la population à l'époque.

¹² Certains restent également de grands propriétaires terriens, industriels et commerçants.

¹³ Des immigrants indo-pakistanaï et chinois occupent peu à peu les activités de commerce de détail. Au début des années 1960, les étrangers constituaient environ 2% de la population, dont 0,9% de français, mais représentaient surtout près de 10% de la population de la capitale.

Un processus d'indépendance « pacifique » est engagé dans les années 1950.¹⁴ Par referendum, Madagascar devient une République autonome dans le cadre de la Communauté française en 1958. Philibert Tsiranana, un « côtier », ancien député à l'Assemblée Nationale française, devient le premier Président de la I^{ère} République. P. Tsiranana n'engage pas une stratégie de rupture vis-à-vis de la France avec laquelle il maintient des accords de coopération sur le plan politique, militaire et économique (Madagascar demeure dans la Zone Franc). Même si les infrastructures et l'industrie sont peu développées, Madagascar semble alors disposer des institutions et du capital humain suffisant pour gérer son indépendance. P. Tsiranana porte alors les efforts d'investissement national vers les infrastructures et le secteur rural laissant le secteur privé étranger dominer le secteur moderne. L'organisation sociale coloniale semble perdurer¹⁵. L'économie croît dans les années 1960, mais à un rythme de seulement 2,5% par an, ce qui est décevant par rapport aux attentes à l'indépendance (Pryor, 1990). Le faible dynamisme de l'économie, le conservatisme à l'égard de l'ancien système économique colonial, disqualifient peu à peu le régime de P. Tsiranana. Diverses contestations se déclenchent au début des années 1970 et en mai 1972, P. Tsiranana remet finalement les pouvoirs à une junte militaire nationaliste et « progressiste ». Les accords économiques et militaires avec la France sont rompus et les relations sont établies avec d'autres régimes socialistes, les négociations étant menées par le Ministre des affaires étrangères, D. Ratsiraka. Des entreprises publiques sont établies dans divers secteurs et des caisses nationales de commerce intérieur et extérieur sont installées pour certains produits agricoles¹⁶. Mais, une faible croissance de la production et des exportations agricoles, conjuguée au maintien de l'ancrage au Franc Français malgré le retrait de la Zone Franc en 1973, conduit à des difficultés croissantes. De 1972 à 1975, une concurrence intense apparaît pour l'obtention du pouvoir au sein des structures gouvernementales et militaires, dont D. Ratsiraka émerge comme le leader en juin 1975.

¹⁴ Le nationalisme malgache a sporadiquement mené à des insurrections (1904-05, 1915, 1929, 1947) violemment réprimées.

¹⁵ Même si certains malgaches bénéficient de la première « malgachisation » de l'administration et accèdent alors plus facilement à la sphère économique (Pryor, 1990, évalue à 14% la part des firmes malgaches dans l'industrie dans les années 1960). L'éducation demeure un élément clé qui permet d'atteindre les sphères du pouvoir politico-économique. Pendant douze ans, le pouvoir s'appuie sur le soutien des nouveaux fonctionnaires, et de ceux bénéficiant du maintien de l'organisation coloniale (commerçants, notables locaux). L'opposition politique est également fortement divisée.

¹⁶ Ces caisses nationales sont alors créées pour remplacer les collecteurs privés et les opérateurs étrangers (la clientèle du précédent régime). Elles font face à la détérioration des infrastructures et du matériel de transport, et ne parviendront pas à gérer les crises (sécheresses en 1978-79, cyclones en 1981-82). Les affaires de corruption ou détournement de fonds entachent également les opérations de ces caisses.

Par referendum, la Constitution Socialiste est adoptée et D. Ratsiraka devient Président de la République Démocratique. Le régime est très « présidentiel », avec pour base un réseau de personnes connectées au Chef de l'Etat, et diffère en cela des autres régimes socialistes où le Bureau Politique du Parti unique est au centre du système (Covell, 1987)¹⁷. La privation de libertés politiques, l'autoritarisme, la répression de contestations et de complots au sein de l'appareil d'Etat s'accroissent, l'état d'urgence est décrété à plusieurs reprises dans les années 1970-80. La politique économique adoptée à partir de 1975 repose sur les nationalisations, l'industrialisation, et l'accroissement de l'emploi dans l'administration et l'armée¹⁸. Mais la grande majorité de la population, rurale, reste exclue de cette évolution¹⁹. A partir de 1978, un programme d'investissement « à outrance » est appliqué mais ne parvient pas à relancer durablement la production et aboutit finalement une forte augmentation du déficit budgétaire et de la dette extérieure. Au bord de la faillite, le régime signe en 1982 des accords de prêts structurels avec le FMI. L'administration des prix est peu à peu abandonnée et une libéralisation commerciale est progressivement appliquée accompagnée par des dévaluations. Une démocratisation timide accompagne les réformes économiques²⁰.

Malgré un retour de la croissance, un mouvement de contestation débute par des grèves estudiantines en 1990 et à partir de 1991 par une grève générale et des séries de manifestations pour la démocratisation. L'opposition crée un gouvernement parallèle, avec A. Zafy à sa tête, et organise une « marche » en août 1991, qui est violemment réprimée par les forces de l'ordre. En octobre finalement, D. Ratsiraka accepte la formation d'un gouvernement de transition dirigé par l'opposition. En août 1992, la Constitution de la Troisième République, instituant le multipartisme et un régime parlementaire, est adoptée par référendum et en février 1993, A. Zafy est élu Président. La libéralisation de l'économie se

¹⁷ Même si le régime crée son propre parti, l'AREMA, le multipartisme, tout comme la liberté de la presse ne seront jamais totalement supprimés, voir Pryor 1990.

¹⁸ Alors qu'entre 1972 et 1975, l'Etat a pris le contrôle d'environ 13% de l'activité économique, cette part est augmentée à 61% en 1978, principalement dans les secteurs « prioritaires » comme le commerce, les banques, les biens publics, l'industrie (Covell, 1987). L'étatisation de l'économie a augmenté le nombre d'opportunités pour certains Malgaches d'accéder à des postes à responsabilité dans la fonction publique et dans la sphère économique, notamment dans la gestion des entreprises publiques.

¹⁹ Seul 6% de la population active étaient employés dans le secteur moderne en 1975, 83% dans l'agriculture traditionnelle (Banque Mondiale, 1979). La population urbaine croît régulièrement depuis 1960 (de 10% de la population en 1960 à 30% en 2000). A partir de 1975, la réforme foncière se limite à l'expropriation des colons, il n'y a pas de redistribution massive des terres appartenant aux grands propriétaires malgaches notamment dans la province d'Antananarivo. La mise en place de coopératives n'est pas non plus couronnée de succès. La population rurale subit l'administration des prix agricoles, la corruption, le mauvais fonctionnement des caisses nationales de commercialisation. Les profits enregistrés par les caisses de commercialisation aident alors à la mise en place du Fonds national unique de péréquation (FNUP) en 1977 chargé des subventions sur le prix du riz qui bénéficie en premier lieu au milieu urbain (Banque Mondiale, 1979).

²⁰ Comme l'élimination de la censure de la presse en 1989, et l'apparition de nouveaux partis politiques en 1990. Voir Rakotoarisoa (2002).

poursuit²¹ mais à partir de 1995, des politiques économiques imprudentes nourrissent une forte inflation. Une instabilité gouvernementale s'ensuit résultant en la destitution d'A. Zafy par l'Assemblée Nationale. L'élection présidentielle anticipée est remportée par D. Ratsiraka en décembre 1996. Le libéralisme économique n'est pas remis en cause, la privatisation des entreprises publiques est même poursuivie et la croissance économique s'accélère. En décembre 2001, au premier tour de l'élection présidentielle D. Ratsiraka est devancé par M. Ravalomanana, un industriel, maire d'Antananarivo depuis 1999. M. Ravalomanana affirme sa victoire dès le premier tour et une série de manifestations de ses partisans se déclenche dès janvier 2002 dans la capitale, qui est ensuite paralysée par une grève générale. A partir de février, des partisans de D. Ratsiraka dressent des barrages autour de la capitale où la loi martiale est décrétée. Des affrontements entre manifestants puis entre militaires font quelques dizaines de morts dans la capitale et en province. Enfin, en avril, M. Ravalomanana obtient la reconnaissance de sa victoire auprès de la Cour suprême puis de la communauté internationale et D. Ratsiraka quitte finalement Madagascar (voir Rakotoarisoa, 2002, pour une analyse complète de cette crise). M. Ravalomanana avec l'appui des bailleurs de fonds internationaux lance un programme d'ouverture de l'économie (jusqu'à autoriser les étrangers à accéder à la propriété foncière), de lutte contre la corruption (réformes institutionnelles) et d'investissement dans les infrastructures et l'éducation, notamment en milieu rural. M. Ravalomanana est réélu dans un climat politique relativement calme en décembre 2006.

3.2 Une interprétation

Une société complexe caractérisée par un secteur rural dominé.

Alors que les divisions ethniques sont souvent relevées comme une source importante des difficultés économiques en Afrique (Easterly et Levine, 1997, Collier 1999), les divisions sociales semblent être plus complexes à Madagascar²². Cependant, une caractéristique importante est la situation de dépendance structurelle du secteur rural agricole (particulièrement la riziculture) à l'égard de la sphère commerciale, du fait de la géographie intérieure et de l'éloignement des marchés d'exportations. Cette dépendance structurelle rend ce secteur vulnérable aux comportements de rente et de spéculation, ou de prédation, des

²¹ Avec notamment la privatisation des banques, et en 1994 la mise en place d'un marché interbancaire de devise et l'adoption d'un régime de change flexible.

²² La structure sociale est très hétérogène dès la période pré-coloniale du fait de l'imbrication du système monarchique, des castes, des ethnies. Le système administratif centralisateur imposé par la monarchie, la puissance coloniale, puis le régime socialiste, s'est heurté au poids des localismes ne parvenant pas à réduire les disparités institutionnelles régionales (particulièrement entre la capitale et les autres provinces). Les différents régimes se sont succédés en préservant un système élitiste, mais sans homogénéisation, nourrissant la concurrence des élites pour le pouvoir politico-économique.

groupes dominants (noblesse au XIX^{ème} siècle, secteur privé étranger durant la colonisation jusqu'en 1971, administration en 1972-85, et enfin secteur commercial privé suite à la libéralisation des années 1980). Ceci peut donc expliquer pourquoi les différents régimes qui se sont succédés n'ont donc jamais eu véritablement la volonté de développer durablement ce secteur, d'autant plus que son hétérogénéité et la répartition inégale de sa population sur le territoire n'a jamais fait émerger ce secteur comme une base politique potentielle²³.

Un biais urbain qui s'est accru pendant la dictature.

D'autre part, plutôt que l'absence de base pré-coloniale de l'Etat, qui est également avancée comme une des sources de la faible croissance en Afrique (Englebert, 2000), Madagascar se caractérise par une faiblesse continue de l'Etat, depuis la période pré-coloniale. Mais la conséquence est certainement identique : Les régimes sont alors prompts à utiliser les politiques économiques pour construire leur base politique. Les politiques économiques ont alors pour but de créer, maintenir et distribuer rapidement des rentes aux partisans du régime. Ceci semble particulièrement pertinent pour les régimes « progressistes » qui s'installent à partir des années 1970 à Madagascar puisque ceux-ci n'ont pas émergé d'un mouvement révolutionnaire d'une importance telle qu'elle leur aurait assuré une légitimité durable (à la différence de pays comme la Chine, le Viêt-Nam ou Cuba par exemple). Ces régimes ont alors cherché à s'attacher le soutien de l'appareil d'Etat, de l'administration et de l'armée qui sont des secteurs typiquement urbains, plutôt que le soutien du secteur rural historiquement dominé²⁴. On peut donc trouver ici la rationalité politique de la stratégie d'industrialisation et de développement du secteur urbain adoptée à partir des années 1970, aux dépens de l'agriculture et du secteur rural. De plus, l'application de ce biais urbain est devenu d'autant plus aisé que le contrôle étatique de l'activité économique augmentait dans un complet manque de transparence, propre à un régime dictatorial, développant les possibilités de rentes.

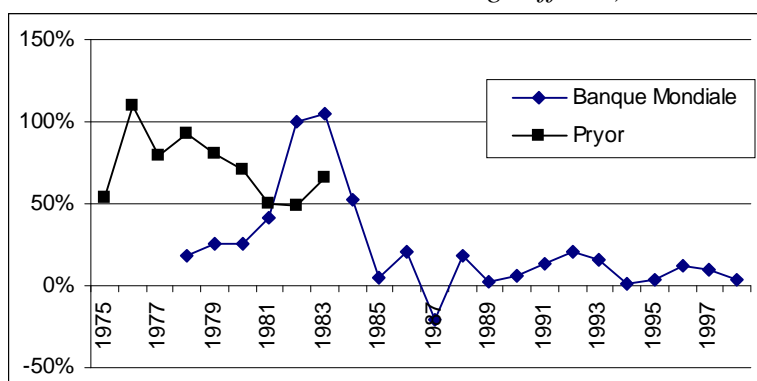
²³ Particulièrement, un bas prix du riz à la consommation a toujours constitué un objectif des différents régimes jusqu'à récemment (le prix n'est plus administré mais les gouvernements successifs se sont chargés de l'importation de riz étranger à diverses périodes critiques, pour des raisons sociales mais également probablement électoraliste). Ce qui peut expliquer les révoltes qui secouent sporadiquement le milieu rural.

²⁴ Les Merina, alors exclus des hautes responsabilités politiques, mais sur-représentés dans le secteur urbain, dans l'industrie, dans l'administration et les forces armées ont certainement trouvé un intérêt dans cette réorientation de la stratégie de développement. Les Merina ont joué un rôle plus important dans les gouvernements de la II^{ème} République (à partir de 1975). Leur représentation au sein des gouvernements est passé de 18% sous la I^{ère} République à 36% sous la II^{ème} (Pryor, 1990). La chute de D. Ratsiraka en 1991 peut s'expliquer entre autres, et à l'inverse, par les réformes économiques (succédant à une crise économique) qui ont défavorisé le secteur urbain qui a par conséquent retiré son soutien au Chef de l'Etat. Là encore, les Merina ne constituant pas un groupe homogène, D. Ratsiraka a pu perdre le soutien de certains « clans » Merina, ayant bénéficié de l'ancien système et constituant sa clientèle, alors que d'autres « clans » Merina ont pu bénéficier de l'apparition de nouvelles opportunités naissant en milieu urbain avec les réformes.

La surévaluation du taux de change comme instrument du biais urbain.

A partir des années 1970 jusque dans les années 1980, le taux de change du Franc Malgache a certainement été surévalué. En effet, alors que le taux de change reste ancré au franc français, une administration des prix est appliquée mais n'empêche pas une inflation intérieure supérieure à l'inflation à l'étranger. De plus, le maintien de la parité contre le Franc Français bien que Madagascar se soit retiré de la Zone Franc et fait face à une chute de l'investissement direct étranger suggère que le taux de change devient alors surévalué²⁵. Bien que cela soit un indicateur imparfait des déséquilibres du taux de change (Hinkle et Montiel, 1999), la prime sur le marché des changes parallèle révèle effectivement une probable surévaluation de l'ordre de 50% au moins à partir du milieu des années 1970 (Graphique 2). La décision de maintenir un taux de change surévalué pourrait être considérée comme irrationnelle ou dogmatique mais Bates (1981) en a exposé la rationalité politique pour certains régimes en Afrique. Cette thèse apparaît particulièrement pertinente pour Madagascar. Pour Bates, la première motivation est de faciliter certaines importations, notamment d'équipements industriels ou de nourriture, afin de satisfaire le secteur urbain et de s'assurer son soutien politique. Ensuite, la surévaluation du taux de change signifie également que le prix de la monnaie étrangère est maintenu à un niveau artificiellement bas. Un excès de demande de devise, une pénurie, est alors créé par les autorités monétaires.

Graphique 2. Prime sur le marché des changes parallèle (taux de change parallèle sur le taux de change officiel).



Source : Banque Mondiale, Indicateur de développement dans le Monde et Pryor, 1988, tableau G-2, marché noir à Antananarivo. L'Institut *Free the World* reporte une prime de 0% en 1970, 25% en 1975 et plus de 50% en 1980. Dean et al. (1994) indique qu'en moyenne, la prime était de 37% en 1980-87 et 13% en 1988-92.

²⁵ De fortes restrictions sur les importations et sur le change et les surcapacités de production dans l'industrie sont également un signe de la surévaluation à cette époque (Pryor, 1990).

Puisque seuls quelques demandeurs peuvent être satisfaits, certains d'entre eux sont prêts à payer un prix supérieur au prix officiel de la devise : les autorités ont alors créé administrativement une rente. Les administrateurs du change officiel, qui contrôlent directement l'offre de devise (il n'existe pas de marché officiel des changes), ont alors la possibilité de vendre illégalement les devises à un prix supérieur au taux officiel (corruption financière) et/ou de satisfaire seulement certains opérateurs en leur offrant un accès privilégié aux rares devises contre un appui politique (corruption politique). Si la création administrative de rente est possible dans chaque marché où l'Etat intervient, on peut cependant considérer que le contrôle du marché des devises est relativement aisé et est donc un lieu privilégié de création et de captation de rente. Cette explication prend d'autant plus de sens quand il n'y a pas de groupe organisé qui pourrait bénéficier d'une dévaluation (et qui pourrait alors apporter son soutien au pouvoir), comme ce fut le cas dans la période de la dictature malgache. Face à la détérioration des comptes extérieurs, le gouvernement impose alors des taxes à l'importation, un système de licences d'importation, et d'autres contrôles sur le commerce et les mouvements de capitaux qui sont eux-mêmes des instruments de captation de rente.

Le but du travail qui suit est de tester cette thèse qui semble particulièrement pertinente dans le cas de Madagascar et d'évaluer son importance dans l'explication des faibles performances de ce pays. Avant le test empirique de cette hypothèse, nous présentons les variables statistiques utilisées, et décrivons leur évolution.

4 – Données et tests empiriques

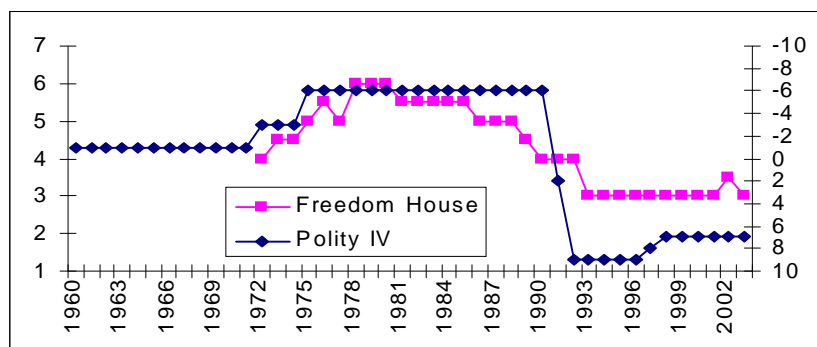
4.1 – Les données

Les indicateurs de démocratie et d'instabilité politique

Les indicateurs de démocratie les plus connus du fait de leur couverture historique sont ceux de la *Freedom House* et de *Polity IV*. L'institution *Freedom House* publie depuis les années 1970 un indicateur de démocratie (à partir de l'opinion d'experts) rassemblant des mesures de droits politiques (droit de vote, compétition électorale, élection libre de représentants ayant un pouvoir sur les politiques publiques) et de libertés civiles (droit d'opinion, d'associations, autonomie individuelle sans intervention étatique). L'échelle est de 1 à 7, le score de 1 représentant le degré de démocratie le plus élevé et 7 le moins élevé. Le programme *Polity IV*

présente un indicateur de démocratie (dénommé polity2) mesurant la concurrence et l'ouverture dans le recrutement de l'exécutif, la contrainte sur l'exécutif, la régulation et la concurrence dans la participation à la vie politique. L'échelle est de -10 (fortement autocratique) à 10 (fortement démocratique). Cet indicateur, publié depuis 1974 et remis à jour régulièrement depuis, couvre une période très longue (depuis 1800 ou plus récemment pour les pays ayant obtenu leur indépendance après 1800). Même si ces indicateurs ne sont pas exempts de critique (lié notamment à leur subjectivité), ils sont très largement utilisés dans la littérature. Alors que la variable de *Polity IV* apparaît très « binaire » dans le cas de Madagascar, la variable de la *Freedom House* décrit une évolution progressive (Graphique 3). *Polity IV* scinde en effet très clairement la période en deux régimes, autocratique avant 1991 et démocratique après 1991, année qui a vu la formation d'un gouvernement de transition dirigé par l'opposition et prend la valeur -6 pendant une quinzaine d'année (1975-1990). La variable de la *Freedom House* en revanche présente une évolution en U inversé avec une autocratie forte à la fin des années 1970 mais une amélioration progressive depuis. Notre préférence va à cette seconde variable car il est difficile de considérer qu'il y a eu un basculement brutal et en une étape de l'autocratie à la démocratie en 1991. Quelques pas avaient été en effet accomplis à la fin des années 1980 (sur les plans du multipartisme et de la liberté de la presse) et la première élection présidentielle « libre » ne se déroule effectivement qu'en 1993.

Graphique 3. *Indices de démocratie, Madagascar 1960-2003*

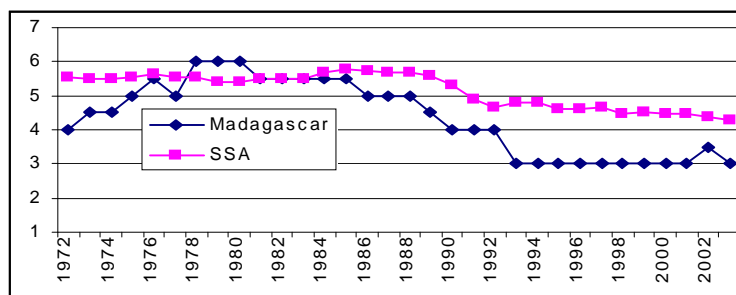


Notes : Freedom House = Moyenne de l'indice des droits politiques et de l'indice de libertés civiles (1=plus libre à 7=moins libre), échelle de gauche ; Polity IV = indice polity2 (-10 autocratie à +10 démocratie), échelle de droite. Sources : Freedom House et Polity IV.

La variation du niveau de démocratie à Madagascar est significatif comparé à la région d'Afrique Subsaharienne (ASS) qui rassemble les pays présentant les plus mauvais scores en matière de démocratie, d'institutions et de gouvernance, ce qui pour certains explique très largement ses mauvaises performances économiques comparées. Dans le graphique 4, la

variable de la *Freedom House* place Madagascar dans la moyenne mondiale mais parmi les pays africains les plus démocratiques depuis la fin des années 1980 ^{26, 27}.

Graphique 4. Indice de démocratie, Madagascar vs ASS, 1972-2003



Notes : Moyenne de l'indice des droits politiques et de l'indice de libertés civiles pour Madagascar et l'Afrique Subsaharienne ; 1=plus libre, 7=moins libre ; une baisse de l'indice signifie un accroissement des libertés. *Sources* : calculs à partir des données *Freedom House*.

L'indicateur de la *Freedom House* montre que le processus de démocratisation a été plus significatif à Madagascar que dans la région en moyenne. A partir des années 1990, Madagascar se distingue en effet par les possibilités d'alternances politiques (1993, 1996 et 2002) même si elles font suite à des situations de crises. Par ailleurs, les enquêtes microéconomiques menées dans la capitale malgache montrent que la démocratie est un concept pertinent à Madagascar en ce sens que d'autres faits sociaux comme l'ethnicité ou la religion n'interviennent pas, et que la demande de démocratie est devenue très forte dans les années 1990 (Roubaud, 2001, Razafindrakoto et Roubaud, 2004).

L'histoire des conflits socio-politiques à Madagascar pour la période 1960-1998 est reportée dans le tableau suivant. Cette histoire est ponctuée de deux grandes crises politiques dans les années 1972 et 1991.

²⁶ Madagascar obtient un score de 3 depuis 1993 (excepté 3,5 en 2002). Seuls Maurice (1), l'Afrique du Sud (1,5), le Bénin (2), le Botswana (2), le Ghana (2), le Mali (2), le Lesotho (2,5), la Namibie (2,5), le Sénégal (2,5), le Niger (3) font mieux ou aussi bien que Madagascar en 2004.

²⁷ Les différentes évaluations de la qualité des institutions à Madagascar présentent des diagnostics divergents. Le *Forum Economique Mondial* classe en effet Madagascar au 96^{ème} rang sur 102 pays (23^{ème} rang sur 25 pays africains) pour la qualité de ses institutions publiques en 2003 selon des indicateurs sur les contrats et la loi (indépendance judiciaire, neutralité gouvernementale dans l'octroi des contrats publics, crime organisé...) et la corruption (dans le commerce et les services publics). En revanche, la Banque Mondiale présente Madagascar avec des niveaux de qualité de gouvernance généralement égaux ou supérieurs à la moyenne des pays d'ASS ou des pays à faibles revenus (indicateurs sur la démocratie, la stabilité politique, la qualité du secteur public, de la régulation et de l'environnement judiciaire, le contrôle de la corruption).

Tableau 1. Instabilité politique à Madagascar 1960-1998

	Elections	Troubles socio-politiques	Répression
1965	Chef de l'Etat et législatives		
1970	Législatives		
1971		Grèves	
1972	Chef de l'Etat et référendum	Grèves et manifestations	Loi martiale
1973		Manifestations	
1974		Coup d'Etat manqué	Loi martiale
1975	Chef de l'Etat (changement)		
1976			
1978		Manifestations violentes	
1981		Emeutes	
1982	Chef de l'Etat		
1983	Législatives		
1986		Emeutes	
1987			
1989	Chef de l'Etat		
1990		Coup d'Etat manqué	
1991		Grèves et manifestations violentes	Etat d'urgence
1992	Référendum	Coup d'Etat manqué	
1993	Chef de l'Etat (changement) et législatives		
1995	Référendum		
1996	Chef de l'Etat (changement)		
1998	Législatives		

Notes : Source : Base instabilité politique CERDI

D'autre part, le *Heidelberg Institute on International Conflict Research* comptabilise chaque année dans le *Conflict Barometer* (CB) les conflits dans le monde (les affrontements entre Etats, ou entre un groupe organisé et un Etat), mais seulement depuis les années 1990²⁸. Le CB 1997 répertoriait comme conflit latent (intensité 1 sur une échelle de 1 à 5) les aspirations indépendantistes de la population du Nord de l'Ile conduite par l'ex-président A. Zafy depuis novembre 1997, un conflit classé comme éteint dans le CB 1998. Le CB 2002 classait le conflit entre les supporters de D. Ratsiraka et de M. Ravalomanana (« pour le pouvoir national avec des aspirations séparatistes ») comme une crise sévère (intensité 3). L'intensité de la crise diminue au niveau 2 dans le CB 2003 (en conflit manifeste) mais remonte à 3 dans le CB 2004 (suite aux manifestations violentes de réservistes et des attaques contre des leaders politiques) puis re-diminue au niveau 1 (conflit latent) dans le CB 2005.

²⁸ Malgré le processus de démocratisation, de nombreux conflits violents ont touché l'ASS, particulièrement depuis les années 1990. Ce sont généralement des conflits d'ordre interne, entre le pouvoir politique en place et une opposition ou une rébellion. En 2002 par exemple, 16 conflits violents touchaient l'ASS, dont 9 crises sévères et 7 guerres. On ne détecte donc pas une correspondance parfaite entre une amélioration des institutions (démocratisation) et une moindre occurrence des crises politiques en ASS. Soit l'amélioration des institutions n'a pas été suffisamment significative ou elle n'est pas le facteur principal des crises politiques.

En résumé, Madagascar a été touchée depuis son indépendance par plusieurs crises politiques sévères. Les crises de 1972, 1991 et 2002 ont dégénéré en conflits ouverts, avec l'usage de la force armée entre l'opposition et le pouvoir politique en place. Si l'indice des libertés de la *Freedom House* reflète partiellement les crises (particulièrement celle de 2002), on ne détecte pas de lien de causalité significatif et systématique entre le niveau de démocratie et l'occurrence des crises. Particulièrement, les crises politiques ne se sont pas déclarées quand les libertés étaient les plus restreintes. D'autre part, les crises de 1972, 1991 et 2002 se sont déclenchées alors que l'économie croissait à un rythme soutenu. Il est donc peu probable qu'elles aient principalement eu des causes macro-économiques (même s'il aurait été nécessaire d'étudier par exemple un indice d'inégalité des revenus, indisponible pour Madagascar). On peut donc considérer dans la suite que l'instabilité politique à Madagascar a un caractère exogène par rapport au niveau de démocratie ou de croissance économique. L'intensité des crises étant difficile à estimer de façon homogène pour l'ensemble de celles-ci, des muettes indicatrices de l'année d'événement seront utilisées dans l'étude empirique qui suit.

Construction de l'indice du taux de change effectif réel

Nous construisons un indice de taux de change réel puisqu'un tel indice remontant suffisamment loin dans le temps n'est pas disponible pour Madagascar²⁹. Le taux de change effectif réel (TCER), qui est la mesure la plus aisément calculable pour un pays en développement, est le rapport des prix intérieurs sur les prix étrangers exprimés dans la même monnaie, et se présente comme une moyenne géométrique :

$$\text{TCER} = \prod_{i=1}^n \left\{ E_{\text{mdg}/i} \cdot \frac{P_i}{P_{\text{mdg}}} \right\}^{\omega_i} \quad \text{avec} \quad \sum_{i=1}^n \omega_i = 1$$

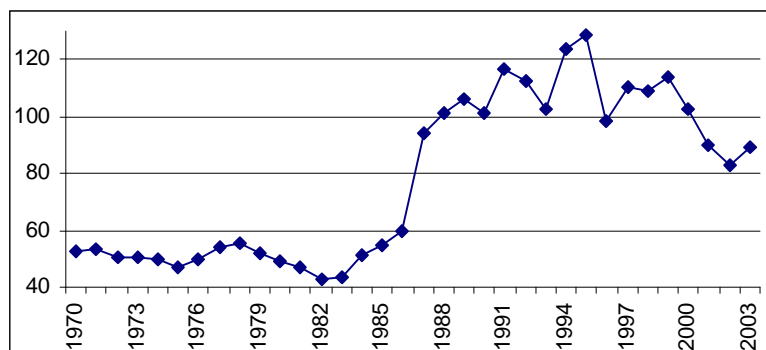
où $E_{\text{mdg}/i}$ est l'indice du taux de change nominal bilatéral entre le FMG et la monnaie du pays partenaire i (nombre de FMG par unité de monnaie étrangère i) et P est un indice des prix (usuellement l'indice des prix à la consommation). La pondération ω_i doit refléter la structure du commerce de Madagascar, limité aux n partenaires principaux³⁰. Cette formule implique

²⁹ La série de taux de change réel publiée dans les African Development Indicators de la Banque Mondiale (Source FMI) ne remonte qu'à l'année 1979.

³⁰ Les séries trimestrielles sur la période 1970-2004 proviennent des Statistiques Financières Internationales du FMI. La disponibilité des données restreint le calcul à un taux de change effectif réel contre les sept principaux partenaires (indice = 100 dans le premier trimestre de 1990). Les taux de change nominaux bilatéraux du FMG contre les monnaies des partenaires sont calculés à partir des taux de change contre l'USD: $E_{\text{mdg}/i} = E_{\text{mdg}/\$} / E_{i/\$}$. Les sept partenaires, avec leur poids respectif sont: France (51%), Japon (9%), Maurice (4%), Singapour (5%),

qu'une augmentation (diminution) du TCER est une dépréciation (appréciation). La série construite du TCER est reportée dans le graphique suivant.

Graphique 5. Taux de change effectif réel 1970-2003



Notes: Indice du TCER (1990=100), une augmentation est une dépréciation. Sources: calculs de l'auteur à partir de données FMI.

Il paraît évident que deux périodes doivent être distinguées : 1970-1986 où le TCER montre peu de fluctuations autour de la valeur de l'indice égale à 50 et 1988-2004 où le TCER semble fluctuer autour de la valeur 100 mais avec une plus forte variance. La première période correspond au rattachement du Franc malgache au Franc français jusqu'en 1982, puis au rattachement à un panier de monnaies (des principaux partenaires commerciaux). Ces régimes s'accompagnent de fortes restrictions sur le commerce et sur le change. De 1982 à 1991, le cours vis-à-vis du panier de monnaie est ajusté régulièrement suivant le développement de l'inflation vis-à-vis des partenaires et le niveau des réserves de change. Cependant, la quasi-stabilité du TCER de 1970 à 1986 pourrait avoir abouti à une surévaluation si le taux de change réel d'équilibre s'est *déprécié* dans cette période, une hypothèse que l'on explore plus loin. Accompagnant le plan d'ajustement structurel, notamment une libéralisation commerciale, une forte dévaluation est appliquée en 1987 menant à une dépréciation réelle durable (ceci pourrait être le signe d'un « rattrapage » d'une surévaluation antérieure). A la suite de la crise politique de 1991 et du début des difficultés économiques, une relative fixité vis-à-vis du panier est adoptée, soutenue par de fortes restrictions sur le change. En 1994, le marché interbancaire de devises (MID) est installé, le flottement est adopté et le régime de change est libéralisé (voir FMI, *Exchange Arrangements and Exchange Restrictions*, annuaires), résultant en une forte dépréciation nominale et réelle de 50% environ (le TCER augmentant de l'indice 80 à l'indice 120). Concernant l'impact des crises politiques, celle de

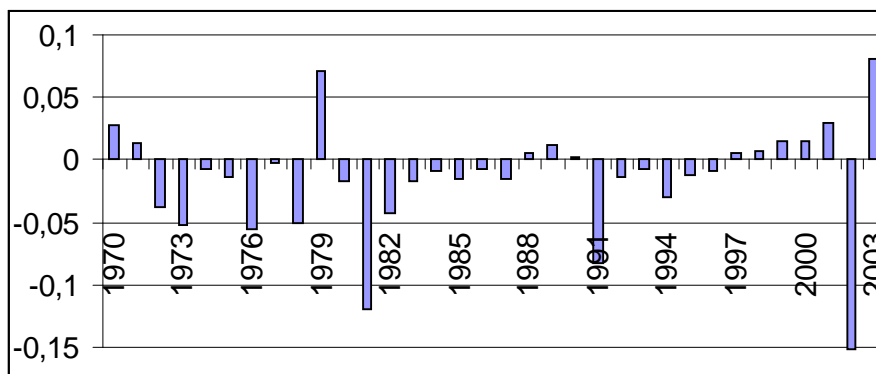
Afrique du Sud (9%), Royaume Uni (5%) et Etats Unis (17%). Le poids est déterminé selon la part dans le commerce de Madagascar en 1995-2001 (source : Direction of Trade Statistics, FMI).

1991 s'est accompagnée d'une dévaluation menant à une dépréciation du TCER, alors que la crise de 2002 n'a pas provoqué de dépréciation nominale (le MID est alors fermé pendant quelques mois et le taux de change reste fixe). Par contre cette dernière crise s'est accompagnée d'une forte inflation qui a mené à une appréciation temporaire du TCER. Il n'apparaît donc pas de lien systématique entre les crises politiques et les évolutions du TCER. Le lien entre le niveau de démocratie et le taux de change réel est étudié plus loin.

Les performances économiques

Le graphique suivant qui reporte les taux de croissance annuels du PIB par tête pour la période considérée.

Graphique 6. Taux de croissance du PIB par tête, 1970-2003



Notes : Taux annuels. Sources : Banque Mondiale, Indicateurs de Développement dans le Monde.

La période couvrant les années 1970 jusqu'au milieu des années 1980, où les libertés politiques étaient réprimées et où le taux de change était probablement surévalué, est caractérisée par de mauvaises performances économiques.³¹ On détecte également clairement l'impact des crises politiques en 1991 et 2002.

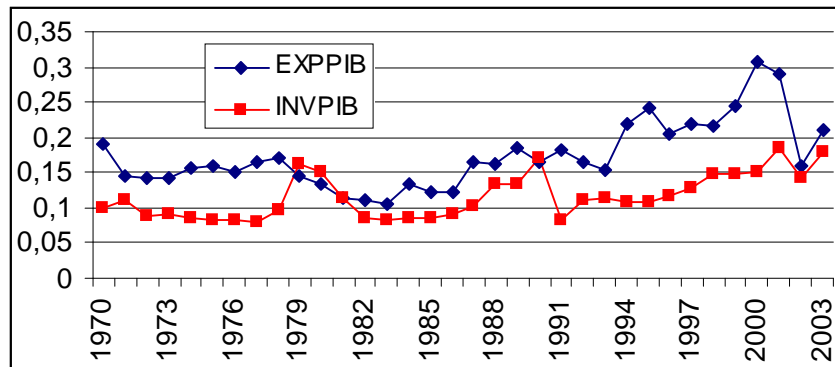
L'impact des facteurs politiques est également visible sur d'autres variables représentant les performances économiques, comme l'investissement ou les exportations³².

³¹ La forte hausse du PIB par tête en 1979 correspond au programme d'investissements à outrance, suivie par une crise de la balance des paiements et une baisse d'activité en 1981-82.

³² Pour Madagascar, les données sur le revenu de l'Etat (par conséquent des déficits budgétaires) n'existent pas pour les années 1975-87 alors que les dépenses de l'Etat sont par contre connues. Le ratio des dépenses du gouvernement sur le PIB diminue de manière tendancielle de 1970 à 1995 (d'environ 14% à 8%), puis stagne entre 8 et 10% depuis. Cependant, ce ratio n'inclut pas le secteur parapublic et ne reflète donc pas l'évolution du poids réel de l'Etat. On ne constate pas de lien entre de faibles institutions – ou les crises politiques – et ce ratio.

Graphique 7.

Taux d'investissement et taux d'exportation, annuel 1970-2003



Note : Sources : Indicateurs de développement dans le monde, Banque Mondiale.

Le taux d'investissement sur le PIB est relativement faible, compris entre 10% et 20% sur la période avec une moyenne de 12%. En 1979-80, la hausse du taux d'investissement, temporaire, est induite par une politique d'« investissement à outrance » de l'Etat. Une hausse du taux d'investissement semble suivre la politique d'ajustement structurel à partir de 1986 mais est stoppée par la crise de 1991, et ce n'est seulement qu'à partir de 1997 que le taux d'investissement augmente de nouveau. La crise de 2002 a également entraîné une baisse du taux d'investissement, faible et temporaire cette fois-ci³³. Le taux d'exportation a stagné et même décliné de 1970 à 1986, mais depuis 1987 avec la libéralisation commerciale, le taux semble suivre une tendance à la hausse brutalement stoppée en 2002.

4.2 – Démocratie, crises politiques et croissance à Madagascar : Une tentative de test.

Dans cette section, nous présentons un test empirique de l'argument selon lequel le manque de démocratie a induit une surévaluation du taux de change, entraînant de mauvaises performances. Nous testons également l'impact direct des crises politiques, que nous pouvons considérer comme étant exogènes au niveau de démocratie et aux performances dans le cas de Madagascar. Dans la suite, chaque crise politique est identifiée par une variable muette (1 l'année de la crise, 0 les autres années).

Le système qui va être estimé en deux étapes sur données annuelles couvrant la période 1973-2003 peut être simplifié à :

$$(1) \quad DES_t = g(LIB_t, X_t)$$

³³ Il n'existe pas d'information précise sur la part du secteur public dans l'investissement ou sur son orientation, deux facteurs qui peuvent influencer son efficacité, mais dans les années 1970-80, plus de la moitié des investissements provenait du gouvernement (sans compter l'investissement du secteur para-étatique, voir Pryor, 1990).

$$(2) \quad \text{PERF}_t = f(\text{DES}_t, \text{CRISE}_t, Y_t)$$

où PERF est un indicateur de performance économique (taux de croissance du PIB par tête, taux d'investissement, taux d'exportation), DES un indicateur du déséquilibre du taux de change (une surévaluation détériorant les performances), CRISE un vecteur de variables muettes indicatrices de l'événement d'une crise politique, LIB un indicateur de démocratie (facteur de déséquilibre du taux de change), X et Y étant des vecteurs de variables de contrôles (leur nombre est restreint du fait de la faible disponibilité des données et de l'étroitesse de l'échantillon – 30 points d'observation).

La construction des déséquilibres du taux de change réel

Nous suivons la méthode à une équation de Montiel (1999) et Baffes et al. (1999) pour le calcul empirique des déséquilibres du taux de change réel (TCR), qui ne sont pas observables directement. Le déséquilibre du taux de change réel se présente comme la différence entre le (logarithme du) taux de change réel observé et le (logarithme du) taux de change réel d'équilibre :

$$\text{DES} = \text{LTCR}_t - \text{LTCR}^*_t$$

Le taux de change réel d'équilibre LTCR* est le taux de change réel résultant des valeurs « d'équilibre » de variables fondamentales ou « fondamentaux »³⁴.

$$\text{LTCR}^*_t = \beta' F^*_t$$

avec β les paramètres de la relation liant le LTCR d'équilibre et les valeurs d'équilibre des fondamentaux. Les valeurs d'équilibre, F^* et LTCR^* , ne sont pas observables. Cependant, on suppose que les paramètres β de cette relation peuvent être déduits de la relation de long terme entre le taux de change réel observé et les valeurs observées des fondamentaux,

$$\text{LTCR}_t = \beta' F_t + \varepsilon_t$$

sous l'hypothèse que l'erreur ε_t est stationnaire : l'erreur n'est pas permanente ou, en d'autres termes, les déséquilibres ont tendance à se corriger. Ceci revient à faire l'hypothèse que les liens de long terme entre les valeurs d'équilibre sont identiques aux liens de long terme entre les valeurs observées. Le taux de change réel d'équilibre est alors défini comme

$$\text{LTCR}^*_t = \hat{\beta}' F^*_t$$

avec $\hat{\beta}'$ les paramètres estimés de l'équation précédente. La construction de LTCR^* nécessite par conséquent à la fois l'estimation de $\hat{\beta}'$ et la construction de F^* . Le déséquilibre est alors :

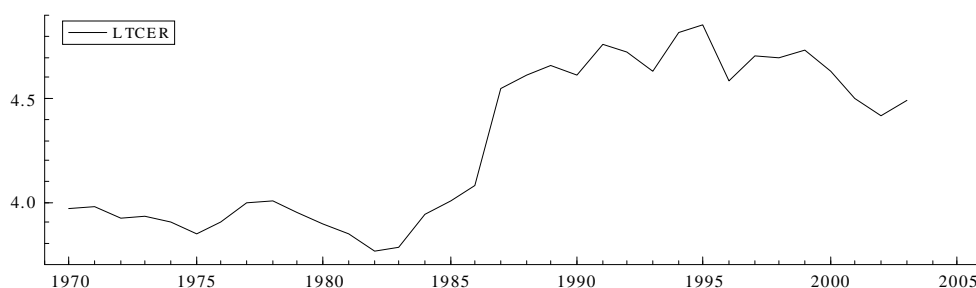
³⁴ On rencontre également dans la littérature les qualificatifs de valeurs « permanentes », « soutenables » ou « structurelles » des variables. On considère donc ici que l'hypothèse de la parité des pouvoirs d'achat (qui se traduit par une constance du niveau du TCR d'équilibre) ne tient pas à la fréquence et à la période considérées.

$$DES = LTCR_t - \hat{\beta}' F^*_t$$

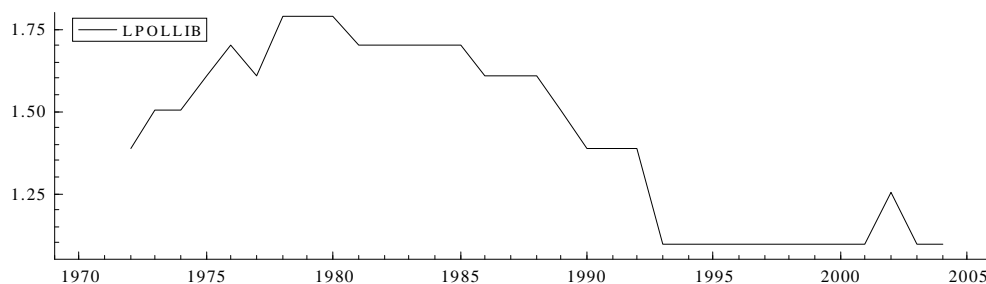
Les fondamentaux sont les facteurs (exogènes) de long terme de l'évolution du taux de change réel. Ces variables sont tirées de modèles théoriques (voir Edwards, 1989, Montiel, 1999) et sélectionnées selon la pertinence qu'elles peuvent avoir pour le pays considéré (et leur disponibilité). Les termes de l'échange et la politique d'ouverture commerciale sont deux fondamentaux économiques souvent avancés pour le cas des pays en développement et elles montrent des variations significatives à Madagascar. Premièrement, on considère qu'une amélioration des termes de l'échange augmente la demande de biens non-échangeables (l'effet revenu domine l'effet substitution) et doit donc mener à une appréciation du TCR pour rééquilibrer le marché de ces biens, toutes choses égales par ailleurs. Deuxièmement, une libéralisation commerciale devrait mener à une dépréciation du TCR d'équilibre (du fait de la hausse de la demande de biens échangeables). Le problème se pose cependant pour la mesure de la politique commerciale. Le taux d'ouverture commerciale est une mesure imparfaite des restrictions sur le commerce (Dean et al., 1994, Pritchett, 1996) car l'ouverture dépend également de nombreux facteurs structurels (il est difficile d'évaluer ce que serait l'ouverture sans restrictions sur le commerce). En particulier pour Madagascar, le taux d'ouverture a été clairement affecté par la crise politique de 2002. Une autre possibilité est de tenter de mesurer individuellement chaque instrument de la politique commerciale, mais cela demande des données souvent indisponibles, notamment pour Madagascar. Certains, considérant que le degré de protection est impossible à mesurer par un seul indice, adopte une alternative en repérant des épisodes de changement significatif dans la politique commerciale (Li, 2004). Pour Madagascar par exemple, la libéralisation commerciale date de 1987-88 avec la mise en place d'enchères de devises dès 1987.

Le point particulier de notre étude est d'introduire une variable mesurant la démocratie parmi les fondamentaux. Une répression des libertés (une hausse de l'indicateur de la *Freedom House*), doit en effet théoriquement mener à une appréciation du TCR d'équilibre du fait du biais urbain qui doit se traduire par une hausse relative du prix des biens non échangeables.

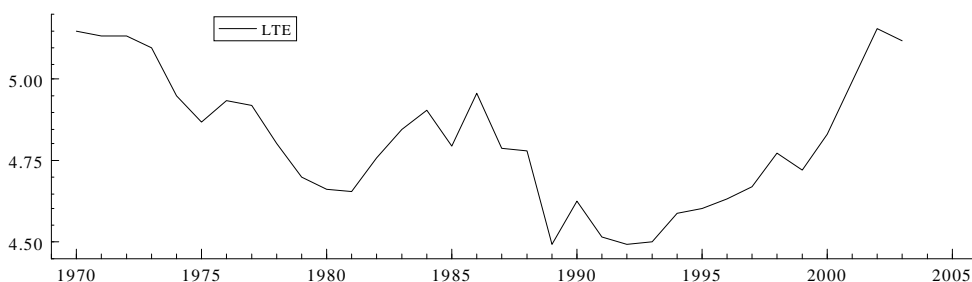
Graphique 8. Le taux de change réel et les fondamentaux, annuel 1970-2004



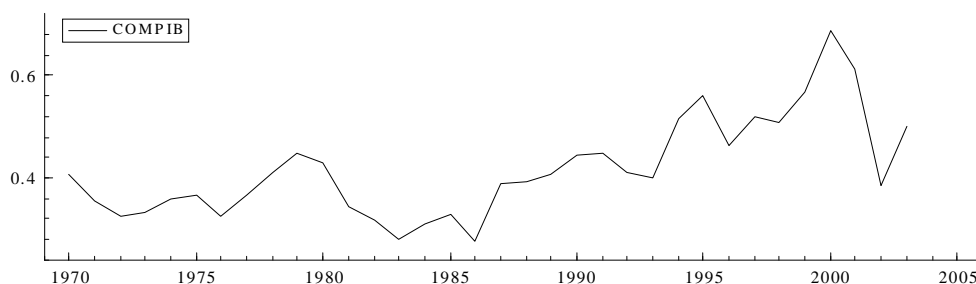
Log du taux de change effectif réel (une hausse est une dépréciation réelle)



Log de l'indice de liberté (une hausse est une détérioration des libertés)



Log des termes de l'échange (une hausse est une amélioration des termes de l'échange)



Taux d'ouverture commerciale, $(EXP+IMP)/PIB$, une hausse signale une libéralisation.

Sources : calculs de l'auteur, Freedom House et Banque Mondiale

Il est visible graphiquement que le taux de change réel et les fondamentaux sont des variables intégrées d'ordre 1 (non stationnaires), diagnostic qui est conforté par les tests usuels. Etant

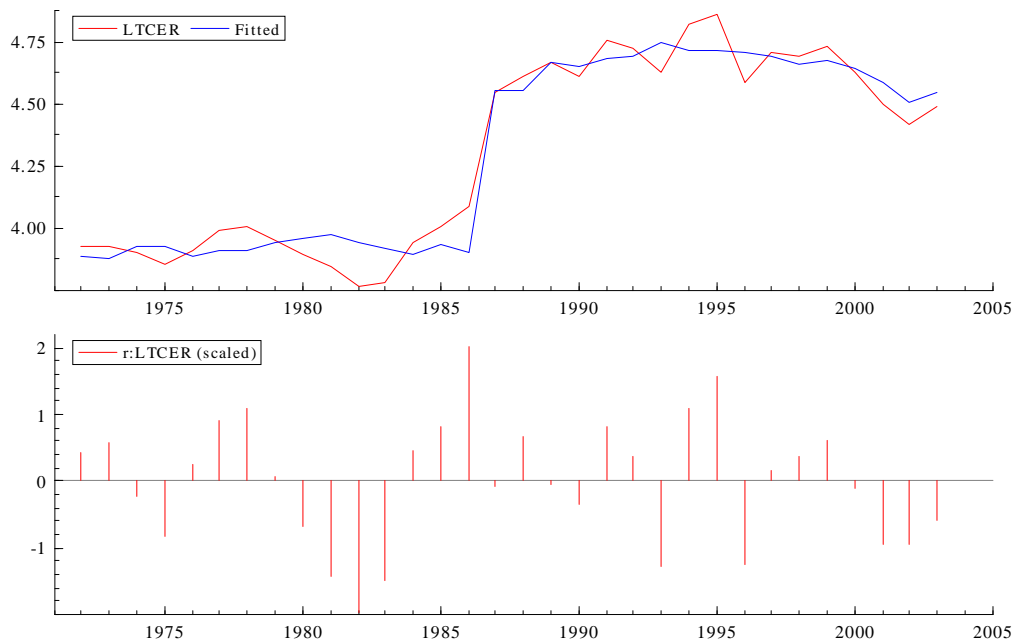
donné l'étroitesse de l'échantillon (31 observations annuelles), la relation de long terme (de cointégration) est estimée par la méthode de Engle-Granger (MCO)³⁵.

Tableau 2. La relation de long terme entre TCR et fondamentaux endogène LTCER 1972-2003

	(1)	(2)
Constante	5,69 (9,08)	5,80 (10,2)
LLIB	-0,18 (-1,46)	-0,20 (-1,87)
LTE	-0,31 (-3,10)	-0,32 (-3,24)
COMPIB	0,12 (0,47)	
1987-2003	0,59 (9,38)	0,60 (9,75)
R ²	0,95	0,95
DW	1,31	1,36
DF	-3,75	-3,87
AR 1-2	2,16 [0,13]	2,15 [0,14]
BJ	0,01 [0,99]	0,12 [0,94]
H	1,58 [0,20]	0,57 [0,72]

Notes : t-student entre parenthèses ; DW est la statistique de Durbin et Watson, DF la statistique de Dickey-Fuller ; AR, BJ et H sont les tests d'autocorrélation, de normalité et d'hétéroscédasticité des résidus, probabilité associée au test entre crochets.

Graphique 9. Estimation de la relation de long terme entre TCR et fondamentaux (Eq2), endogène observée, estimée et résidus.



³⁵ Le nombre d'observations n'est pas suffisant pour rechercher l'existence de plusieurs relations de cointégration.

Les statistiques de Durbin-Watson et de Dickey-Fuller indiquent qu'il existe une relation de cointégration entre les variables. Environ 95% de la variance du TCER est expliquée. On constate que le taux d'ouverture ne constitue pas une variable fondamentale significative, comparée à une simple muette indicative de l'événement de la libéralisation commerciale en 1987³⁶. De l'équation 2, on peut déduire qu'une amélioration des termes de l'échange de 10% amène à une appréciation à long terme du TCER d'environ 3% tandis qu'une détérioration (hausse) de l'indicateur des libertés politiques de 10% conduit à une appréciation de 2%.

Calcul de la déviation du TCR vis-à-vis du TCR d'équilibre.

On suppose que le taux de change réel d'équilibre résulte de valeurs d'équilibre des fondamentaux F^* . La construction de F^* requiert un jugement sur ce que devraient être les niveaux d'équilibre, également qualifiés dans la littérature de « permanents » ou « soutenables » ou même « de long terme » des fondamentaux. On peut choisir une définition statistique de l'équilibre comme la tendance de l'évolution observée. Ceci est notamment pertinent pour la valeur d'équilibre des termes de l'échange qui peut être mesurée par une moyenne mobile (ici sur trois années). En revanche, on considère que la situation d'équilibre, soutenable, pour l'ensemble de la période est celle d'un commerce libéralisé, c'est à dire la situation prévalant à partir de 1987 mesurée par la muette 1987-2003. La valeur d'équilibre de la politique commerciale est donc égale à 1 pour l'ensemble de la période. De la même façon, la valeur d'équilibre de la démocratie est son niveau maximum constaté sur les trente ans, c'est-à-dire le minimum de la variable LLIB. Nous avons :

$$LTCER^*_t = 5,80 - 0,20 LLIB^*_t - 0,32 LTE^*_t + 0,60 \mu_{1987-03}^*$$

avec $LLIB^* = \text{minimum}(LLIB)$, $LTE^* = \text{moyenne mobile}(LTE)$ et $\mu_{1987-03}^* = 1$.

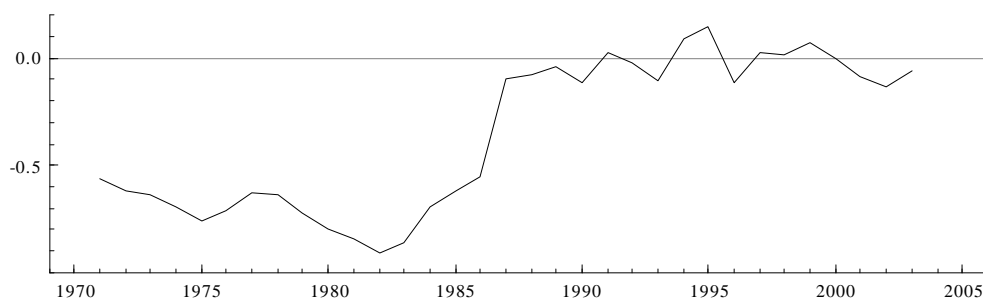
Le déséquilibre (ou le mésalignement) reporté dans le graphique suivant est par conséquent :

$$DES_t = LTCER_t - 5,80 + 0,20 LLIB^*_t + 0,32 LTE^*_t - 0,60 \mu_{1987-03}^*$$

La surévaluation du taux de change telle que nous l'avons construite, signalée par des valeurs négatives de la variable DES, est principalement expliquée par les restrictions de la politique commerciale et le faible niveau des libertés politiques jusqu'au milieu des années 1980. Ses niveaux et son évolution sont relativement proches de ceux du taux de change parallèle reportées dans le graphique 2.

³⁶ Les muettes pour les crises politiques ne se sont pas révélées significatives, probablement parce que ces crises sont des chocs de court-terme n'affectant pas la relation d'équilibre de long-terme.

Graphique 10. Déséquilibres du taux de change réel



Note : une valeur négative est une surévaluation du taux de change réel.

L'impact du déséquilibre du TCR sur les performances

L'impact du déséquilibre du taux de change réel sur les performances économiques a fait l'objet de travaux empiriques, particulièrement par Edwards (1989), Cottani et al (1990), Ghura et Grennes (1993), Razin et Collins (1997) et Sekkat et Varoudakis (2000). Un impact négatif significatif est généralement trouvé, particulièrement dans le cas des pays d'Afrique Sub-Saharienne. Nous estimons la relation suivante :

$$PERF_t = c + aDES_t + \mu_{1991} + \mu_{2002} + bY_t + \varepsilon_t$$

avec PERF une mesure de performance (taux de croissance du PIB par tête, du taux d'investissement ou du taux d'exportation) ; DES le déséquilibre du TCR calculé comme précédemment : une valeur négative de DES, qui signale une surévaluation, doit réduire le taux de croissance, de telle sorte que l'on attend un coefficient a positif devant cette variable. μ_{1991} et μ_{2002} sont des muettes indicatives de l'événement des crises politiques (valeur égale à 1 l'année de la crise, 0 sinon), des coefficients négatifs sont attendus pour ces variables. Y_t est un vecteur de variables de contrôle (évolution des termes de l'échange, de la démocratie...).

Le tableau suivant présente les estimations finales après exclusion des variables non significatives (aucune des variables de contrôle, dans la limite de leur disponibilité n'a pu être retenue dans les estimations finales).

Tableau 3. Endogène : taux de croissance du PIB par tête, 1973-2003.

	PIBT	INVPIB	EXPPIB
constant	0,006 (0,70)	0,113 (2,80)	0,083 (2,48)
DES	0,044 (2,46)	0,158 (1,99)	0,144 (2,16)
1991	-0,094 (-2,63)	-0,839 (-5,27)	-
2002	-0,164 (-4,64)	-0,352 (-2,24)	-0,660 (-4,91)
R2	0,52	0,54	0,49
DW	1,9	1,6	2,2
AR1-2	0,53 [0,59]	1,26 [0,29]	0,92 [0,41]
BJ	19,8 [0,00]	11,5 [0,00]	1,40 [0,49]
H	0,54 [0,70]	0,48 [0,74]	1,14 [0,34]

Notes : t-student entre parenthèses ; DW est la statistique de Durbin et Watson, DF la statistique de Dickey-Fuller ; AR, BJ et H sont les tests d'autocorrélation, de normalité et d'hétéroscédasticité des résidus, probabilité associée au test entre crochets.

Les résultats reportés dans le tableau suivant montrent clairement que la surévaluation du TCR et les crises politiques ont eu un impact négatif sur les performances³⁷. Les estimations ne montrent pas de problème statistiques significatifs, à part une anormalité des résidus (entièrement expliquée par deux points aberrants en 1979, l'année de la politique d'investissement à outrance, et 1982, année de crise de balance des paiements ; l'introduction de variables muettes pour ces années ne modifie pas les résultats). Environ la moitié de la variance de la variable endogène est expliquée. Une surévaluation du taux de change de 10% détériore le taux de croissance du PIB par tête d'environ 0,4 point de pourcentage. Les crises politiques de 1991 et 2002 ont également impliqué une perte de croissance de respectivement 9 et 16 points de pourcentage. La croissance de l'investissement a été affecté négativement à la fois par la surévaluation du TCR et les crises politiques de 1991 et 2002. La surévaluation du TCR explique également l'évolution du taux d'exportation mais seule la crise de 2002 a entraîné une baisse significative des exportations.

³⁷ Les estimations précédentes sont potentiellement affectées par des problèmes d'erreurs de mesures sur les variables, souffrir d'un biais de simultanéité, ou de l'omission d'une variable importante. L'estimateur des variables instrumentales permet d'obtenir une estimation valable malgré ces problèmes. Les estimations en utilisant la technique des variables instrumentales donnent les mêmes résultats que celles présentées.

5 - Conclusion

Alors que les travaux empiriques sur une base transversale s'appuient sur l'hypothèse contestable d'un lien entre la démocratie et les performances économiques commun à tous les pays et à toutes les périodes, nous avons analysé ce lien pour un pays où cette hypothèse apparaît a priori primordiale. Nous avons également explicité les canaux de transmission propres au contexte de ce pays. Madagascar est en effet un cas intéressant où le manque de liberté politique et les crises socio-politiques ont joué un rôle important dans l'explication des mauvaises performances. Premièrement, nous avons construit un indicateur de la surévaluation du taux de change qui tient compte explicitement du lien à long-terme entre la démocratie et le taux de change réel (nous nous démarquons ici des autres études qui utilisent l'indicateur imparfait de la prime sur le marché des changes parallèle ou calculent une mesure des déséquilibres du taux de change ne tenant compte que des liens de long terme entre le taux de change réel et des fondamentaux économiques). Il apparaît ainsi explicitement que la surévaluation du taux de change, qui a détérioré les performances, a été en partie le résultat de politiques économiques distorsives appliquées rationnellement par un pouvoir autoritaire pour s'assurer le soutien politique du secteur urbain. Les crises politiques de 1991 et 2002, qui n'apparaissent pas directement liées au manque de démocratie et n'ont pas d'influence sur le taux de change réel, ont également fortement affecté les performances.

Parmi les éléments institutionnels, le niveau de démocratie apparaît par conséquent primordial à Madagascar. En effet, le secteur rural demeure structurellement dépendant et reste par conséquent à la merci de politiques économiques distorsives. La consolidation de la démocratie, des contrôles ou des contraintes sur le pouvoir exécutif, est donc souhaitable (des élections libres et transparentes apportent également une légitimité à l'exécutif qui n'aurait alors plus besoin d'appliquer des politiques économiques distorsives). Cet objectif apparaît également accessible en ce sens que le désir de démocratie emporte l'adhésion massive des citoyens malgaches (Razafindrakoto et Roubaud, 2004). La question de l'instabilité socio-politique apparaît cependant plus complexe, puisque le déclenchement des crises n'est pas systématiquement affecté par le niveau de démocratie ou la croissance à Madagascar, et appelle une analyse complémentaire.

Références

- Acemoglu D., Johnson S., J.A. Robinson, 2001. The colonial origins of comparative development: An empirical investigation, *American Economic Review*, 91, 5, p.1369-1401.
- Acemoglu D., Johnson S., Robinson J. et Thaicharoen Y., 2003, Institutional causes, macroeconomic symptoms: volatility, crises and growth, *Journal of Monetary Economics*, 50, p.49-123.
- Alesina A., Ozler S., Roubini N. et Swagel P., 1996, Political instability and economic growth, *Journal of Economic Growth* 1, 2, p.189-211.
- Alesina A. et Perotti R., 1996, Income distribution, political instability and investment, *European Economic Review* 40, 1203-1228.
- Baffes J., Elbadawi I.A. et O'Connell S.A., 1999, Single-equation estimation of the equilibrium real exchange rate, in Hinkle L.E. et Montiel P.J. (1999), Eds, *Exchange Rate Misalignment: Concept and Measurement for Developing Countries*, p. 405-464. New York: The World Bank.
- Banque Mondiale, 1979, Madagascar – Evolution Récente et Perspectives Economiques, Etude de la Banque Mondiale, Washington.
- Barro, R.J., 1996, Democracy and Growth, *Journal of Economic Growth* 1, 1, p.1-27.
- Bates R.H., 1981, *Markets and states in tropical Africa*, Berkeley: University of California Press, 1981.
- Bluedorn J.C., 2001, Can democracy help? Growth and ethnic divisions, *Economic Letters* 70, p.121-126.
- Campos N.F. et Nugent J.B., Who is afraid of political instability ? *Journal of development Economics*, 67, p.157-172.
- Chen B. et Feng Y., 1996, Some political determinants of economic growth: Theory and empirical implications, *European Journal of Political Economy*, 12, p.609-627.
- Collier, P, 1999, The political economy of ethnicity. In: Plekovic B., Stiglitz J.E. (Eds), *Annual World Bank Conference on Development Economics 1998*.
- Cottani J., Cavallo D. et Khan M.S., 1990, Real exchange rate behavior and economic performance in LDCs, *Economic Development and Cultural Change* 39, p.61-76.
- Covell M., 1987, *Madagascar – Politics, Economics and Society*, Marxist Regimes Series, Frances Pinter (Publishers), London.
- Dean, J.M., Desai S. et Riedel J., 1994, Trade policy reform in developing countries since 1985: A review of the evidence, *World Bank Discussion Paper* 267, Washington DC.
- Easterly W. et Levine R., 1997, Africa's growth tragedy: Policies and ethnic divisions, *The Quarterly Journal of Economics* 112, 4, p.1203-1250.
- Easterly W. et Levine R., 2002, Tropics, germs and crops: How endowments influence economic development, NBER Working Paper 9106.
- Edwards S., 1989, *Real exchange rates, devaluation and adjustment: Exchange rate policy in developing countries*, MIT Press.

- Engle R.F. et Granger C.W.J. (1987), Cointegration and error correction: representation, estimation and testing, *Econometrica*, 55, p.251-276.
- Englebert P., 2000, Solving the mystery of the Africa dummy, *World Development* 28, 10, p.1821-1835.
- Fidrmuc J., 2003, Economic reform, democracy and growth during post-communist transition, *European Journal of Political Economy*, 19, p.583-604.
- Fonds Monétaire International, 1997, Madagascar, Recent Economic Developments and Selected Issues, Staff Country Report 97-106.
- Fosu A.K., 2001, Political instability and economic growth in developing economies: some specification empirics, *Economics Letters* 70, p.289-294.
- Fosu A.K. et O'Connell S.A., 2005, Explaining African Economic Growth: The role of anti-growth syndromes, mimeo AERC.
- Ghura D. et Grennes T.J., 1993, The real exchange rate and macroeconomic performance in Sub-Saharan Africa, *Journal of Development Economics* 42, p.155-174.
- Glaeser E.L., La Porta R., Lopez-de-Silanes F. et Shleifer A., 2004, Do institutions cause growth ? NBER Working Paper 10568, Juin.
- Gupta D.K., Madhavan M.C. et Blee A., 1998, Democracy, economic growth and political instability: an integrated perspective, *Journal of Socio-Economics*, 27, p.587-611.
- Hinkle L.E. et Montiel P.J., 1999, Exchange Rate Misalignment: Concept and Measurement for Developing Countries, The World Bank, New York.
- Kaufmann D., Kraay A., et Zoido-Lobaton P., 1999, Governance matters, World Bank Policy Research Working Paper 2196, Washington DC.
- Kaufmann D., Kraay A., et Zoido-Lobaton P., 2002, Governance matters II – updated indicators for 2000/01, World Bank Policy Research Working Paper 2772, Washington DC.
- Kaufman D., Kraay A. et Mastruzzi M., 2004, Governance Matters III – Governance indicators for 1996, 1998, 2000 and 2002, *World Bank Economic Review*, 18, p.253-287.
- Kaufman D., Kraay A. et Mastruzzi M., 2005, Governance Matters IV – Governance indicators for 1996-2004, mimeo, mai 2005, Washington DC.
- Li X., 2004, Trade liberalization and real exchange rate movement, *IMF Staff Papers* 51, 3, p.553-582.
- Mohtadi H. et Roe T.L., 2003, Democracy, rent seeking, public spending and growth, *Journal of Public Economics* 87, p.445-466.
- Montiel P.J. (1999), Determinants of the long-run equilibrium real exchange rate: an analytical model, in Hinkle L.E. et Montiel P.J. (1999), Eds, *Exchange Rate Misalignment: Concept and Measurement for Developing Countries*, p.264-290. The World Bank.
- Perotti R., 1996, Growth, income distribution, and democracy: what the data say, *Journal of Economic Growth* 1, 2, p.149-187.
- Pritchett L., 1996, Measuring outward orientation in LDCs: Can it be done? *Journal of Development Economics*, 49, 2, p.307-335.

- Pryor F.L., 1988, Income distribution and economic development in Madagascar, some historical statistics, World Bank Discussion Paper 37, Washington DC.
- Pryor F.L., 1990, Malawi and Madagascar, the Political Economy of Poverty, Equity and Growth, A World Bank Comparative Study, OUP, The World Bank.
- Rakatoarisoa J.-E., 2002, 1991-2002 Le difficile apprentissage de la démocratie, *Afrique Contemporaine*, 202-203, p.15-26.
- Razafindrakoto M. et Roubaud F., 2004, Les pauvres, la démocratie et le marché : une analyse à partir de trois séries d'enquêtes auprès de la population malgache, IRD-DIAL Document de Travail 2004-07.
- Razin O. et Collins S.M., 1997, Real exchange rate misalignments and growth, NBER Working Paper 6174, septembre.
- Rodrik D., 1999, Where did all the growth go? External shocks, social conflict and growth collapses, *Journal of Economic Growth* 4, 4, p.385-412.
- Roubaud F., 2001, Enquêtes auprès des ménages et élections politiques dans les pays en développement : l'exemple de Madagascar, IRD-DIAL Document de travail 2001-03.
- Sachs J. D., 2003, Institutions don't rule: direct effects of geography on per capita income, NBER Working Paper 9490, février.
- Savvides A., 1995, Economic growth in Africa, *World Development* 23, 3, p.449-458.
- Sekkat K. et Varoudakis A., 2000, Exchange rate management and manufactured exports in Sub-Saharan Africa, *Journal of Development Economics*, 61, p.237-253.
- Satyanath S. et Subramanian A., 2004, What determines long-run macroeconomic stability? Democratic institutions," IMF Working Paper 04-215, Novembre.
- Tavares J. et Wacziarg R., 2001, How democracy affects growth, *European economic Review* 45, p.1341-1378.
- Thorbecke E. et Charumilind C., 2002, Economic inequality and its socioeconomic impact, *World Development*, 30, 9, p.1477-1495.
- Vega-Gordillo M. et Alvarez-Arce J., 2003, Economic growth and freedom: a causality study, *Cato Journal*, 23, 2, p.199-215.